



## Séance ordinaire du jeudi 18 octobre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix huit octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Eric PASTOR, Eric PETIT, Henri ROUILLEAULT.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Pierre BONNAL, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Cyril MEUNIER, René REVOL.

## **Logement - Plan Logement d'abord - Convention d'objectif 2018-2019 entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le plan pour le logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme, annoncé par le Président de la République le 11 septembre 2017 à Toulouse, a pour ambition de réduire significativement le sans-abrisme d'ici à la fin du quinquennat. Il propose une réforme structurelle de l'accès au logement pour les personnes sans-domicile. Il répond au constat d'un sans-abrisme persistant en France et d'une saturation toujours croissante des dispositifs d'hébergement d'urgence.

Les publics visés par ce plan sont les personnes sans-domicile ainsi que les personnes en difficultés d'accès ou de maintien dans le logement pouvant mener à des ruptures (expulsions locatives, sorties d'institutions, troubles psychiques, ...), dont les personnes vivant dans les bidonvilles, des installations illicites ou des squats.

De nombreuses expérimentations Outre-Atlantique et en Europe ont montré que l'approche Logement d'abord permet une prise en charge plus digne, plus efficace et globalement moins coûteuse du sans-abrisme. Aussi, le plan Logement d'abord a pour objectif une baisse significative du nombre de personnes sans-domicile sur cinq ans. Celle-ci implique de privilégier le développement de solutions pérennes de retour au logement, plutôt que la mise en place de nouvelles réponses d'hébergement de court terme.

Le plan gouvernemental propose un changement de logique et vise à réorienter rapidement et durablement les personnes sans domicile de l'hébergement vers le logement, grâce à une production de logements sociaux et un accompagnement adaptés, modulable et pluridisciplinaire. En accélérant l'accès au logement des personnes à la rue et hébergées, le plan Logement d'abord entend fluidifier l'hébergement d'urgence afin de lui permettre de retrouver sa vocation première d'accueil inconditionnel pour les personnes en situation de grande détresse.

Ce cadre d'action s'articule autour de cinq priorités :

- produire et mobiliser plus de logements abordables et adaptés aux besoins des personnes sans-abri et mal logées,
- promouvoir et accélérer l'accès au logement et faciliter la mobilité résidentielle des personnes défavorisées,
- mieux accompagner les personnes sans domicile et favoriser le maintien dans le logement,
- prévenir les ruptures dans les parcours résidentiels et recentrer l'hébergement d'urgence sur ses missions de réponse immédiate et inconditionnelle,
- mobiliser les acteurs et les territoires pour mettre en œuvre le principe du Logement d'abord.

La Métropole a été retenue comme territoire de mise en œuvre accélérée du plan Logement d'abord suite à sa réponse à l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) lancé par le Ministère de la cohésion des territoires fin 2017, dont l'annonce officielle des lauréats a été faite le 30 mars dernier à Montpellier par le Ministre.

Le projet porté par Montpellier Méditerranée Métropole, en lien avec la Ville de Montpellier, son centre communal d'action sociale et l'Etat, s'appuie sur un réseau de partenaires structurés notamment autour d'Habitat Social en Occitanie-Méditerranée pour les bailleurs sociaux et autour des fédérations d'associations opérateurs de l'hébergement et du logement d'insertion. Le projet sera également mené en étroite association avec le Conseil départemental de l'Hérault, l'Agence régionale de santé, et la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault.

Le volontarisme de la Métropole pour s'investir dans la politique du Logement d'abord s'est illustré dans sa réponse à l'AMI au travers de propositions fortes :

- Observer et connaître les ménages concernés : création d'un observatoire participatif et partagé du Logement d'abord ; travail d'identification des publics dits « invisibles » notamment via la mise en place d'enquête périodiques un jour donné...
- Produire du logement accessible : des objectifs chiffrés sur la production de logements sociaux à loyers adaptés (hausse du nombre de PLAI et de leur part dans la production de logement social), sur le développement du bail glissant dans les parcs privé et social et sur la création de pensions de fa-

mille ; création d'un fonds de secours pour financer l'installation des ménages et d'éventuels incidents de parcours...

- Prévenir les expulsions en intervenant en amont des procédures, et en amplifiant l'action de la plateforme inter-associative d'Accompagnement aux Droits Liés à l'Habitat.
- Améliorer la veille sociale et la mise à l'abri : prise en charge des problèmes de santé liés à l'errance, coordination des maraudes et de l'aide alimentaire.
- Accompagner les ménages vers le logement : création d'une plateforme partenariale d'accompagnement très intégrée, travaillant autour d'outils communs (charte d'accompagnement...).
- Conduire une démarche solide de suivi et d'évaluation du projet : volonté d'associer le monde académique, accompagner les professionnels dans leurs pratiques, suivre l'impact sur les équilibres de peuplement du parc social...

L'AMI auquel la Métropole a répondu reposait sur le principe de co-financement, au moins d'un poste de coordinateur du plan local Logement d'abord à recruter pour l'animation de la démarche, et d'engagements conjoints de l'Etat et des acteurs du territoire.

A cet effet, une convention est proposée, soumise à l'approbation du Conseil, qui fixe les engagements de l'Etat et de Montpellier Méditerranée Métropole notamment sur le plan financier.

Le soutien de l'Etat sur les dépenses d'ingénierie, dont le poste de coordinateur à recruter s'élève à un montant prévisionnel maximal de 437 500 € pour 2018, au regard du montant estimé du coût du plan d'action proposé par la Métropole en lien avec les services de l'Etat.

L'Etat s'engage en outre à mobiliser de manière accrue les dispositifs de droit commun suivants :

- crédits de fonctionnement dédiés au développement des pensions de familles et de l'intermédiation locative (crédits gérés par la Direction Départementale de la Cohésion Sociale).
- crédits de l'Anah pour la mobilisation du parc privé à vocation sociale et notamment la remise sur le marché de logement vacant.
- crédits d'aides à la pierre de l'Etat pour le développement de l'offre de logement social et très social (PLAI notamment).

En ce qui la concerne, la Métropole s'engage à renforcer sa politique d'insertion, d'hébergement et d'accès au logement et à prévoir le financement à hauteur de 50 % du poste dédié de coordinateur et animateur de la démarche locale Logement d'abord. Elle mobilisera ses propres aides à la pierre pour la production de logements locatifs sociaux et très sociaux dans le parc public et la création de logements à vocation sociale ou très sociale dans le parc privé.

Pour les années suivantes, les enveloppes de crédits mobilisables et leurs modalités de gestion seront définies par voie d'avenant à la convention.

Il est précisé que la Métropole a demandé expressément que les dépenses qu'elle réaliserait dans ce cadre soient neutralisées dans le contrat financier 2018-2020 signé avec l'Etat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention d'objectif 2018-2019 à intervenir entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole pour la mise en œuvre du plan Logement d'abord,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/10/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 26 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181018-60407-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/10/18

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.